



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

## **Feuilleton et préavis**

**de l'Assemblée**

**Le mardi 27 mai 2025 – N° 214**

*Treize heures quarante*

**Présidente de l'Assemblée nationale :**  
**Mme Nathalie Roy**

---



## Partie 1

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *50<sup>e</sup> anniversaire de Sports Loisirs L’Ornière.*
- Le député de Marquette sur le sujet suivant : *Souligner le 110<sup>e</sup> anniversaire des Chevaliers de Colomb de Lachine.*
- La députée d’Anjou–Louis-Riel sur le sujet suivant : *30<sup>e</sup> anniversaire de la Ligue de quilles Les Gaillards.*
- La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *30 ans depuis la Marche du pain et des roses : la lutte continue!*
- La députée de Laviolette–Saint-Maurice sur le sujet suivant : *M. Michel Trudel, un travaillant de l’ombre qui porte la Cité de l’énergie sur ses épaules depuis 28 ans.*
- La députée de Vaudreuil sur le sujet suivant : *Bonne retraite à M. Guy Pilon, qui a consacré plus de 30 ans à la vie municipale de Vaudreuil-Dorion.*
- La députée de Verchères sur le sujet suivant : *Semaine québécoise des services de garde éducatifs à l’enfance.*
- La députée de Vimont sur le sujet suivant : *Hommage posthume à Mme Eugénie-Lecot-Lavoie – Nouveau nom du centre communautaire de Vimont.*
- La députée de Châteauguay sur le sujet suivant : *L’influence positive de Pouvoir d’Agir.*
- La députée de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *30<sup>e</sup> anniversaire de la Coopérative de soutien à domicile de Laval.*
- Le député de Gaspé sur le sujet suivant : *Reconnaissance du spectacle F, une œuvre du Regroupement des femmes de la Côte-de-Gaspé.*
- La députée de Berthier sur le sujet suivant : *Cible Famille Brandon : 35 ans d’écoute, de présence et d’avenir.*

## **DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES**

## **PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI**

**DÉPÔTS**      a)      **documents**  
                  b)      **rapports de commissions**  
                  c)      **pétitions**

## **RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

## **INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

## **QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

## **VOTES REPORTÉS**

Motion du ministre de l'Éducation proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 94, Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives.

---

Motion du ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs proposant l'adoption du projet de loi n° 81, Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement.

## **MOTIONS SANS PRÉAVIS**

## **AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

## **RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2

**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) **Projet de loi n° 94**  
Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives  
Présenté par le ministre de l'Éducation le 20 mars 2025  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 29 avril 2025  
Vote reporté le **22 mai 2025**
- 2) **Projet de loi n° 97**  
Loi visant principalement à moderniser le régime forestier  
Présenté par la ministre des Ressources naturelles et des Forêts le **23 avril 2025**
- 3) **Projet de loi n° 100**  
Loi sur la négociation et la détermination des conditions de travail requérant une coordination nationale notamment dans les secteurs public et parapublic  
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **23 avril 2025**
- 4) **Projet de loi n° 101**  
Loi visant l'amélioration de certaines lois du travail  
Présenté par le ministre du Travail le **24 avril 2025**
- 5) **Projet de loi n° 103**  
Loi visant principalement à réglementer les sites de consommation supervisée afin de favoriser une cohabitation harmonieuse avec la communauté  
Présenté par le ministre responsable des Services sociaux le **6 mai 2025**

- 6) **Projet de loi n° 104**  
Loi modifiant diverses dispositions afin notamment de donner suite à certaines demandes du milieu municipal  
Présenté par la ministre des Affaires municipales le **21 mai 2025**
- 7) **Projet de loi n° 106**  
Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux  
Présenté par le ministre de la Santé le **8 mai 2025**
- 8) **Projet de loi n° 107**  
Loi modifiant diverses dispositions concernant principalement le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études et la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial  
Présenté par la ministre de l'Enseignement supérieur le **22 mai 2024**
- 9) **Projet de loi n° 109**  
Loi affirmant la souveraineté culturelle du Québec et édictant la Loi sur la découvrabilité des contenus culturels francophones dans l'environnement numérique  
Présenté par le ministre de la Culture et des Communications le **21 mai 2025**

*Étude détaillée en commission*

- 10) **Projet de loi n° 69**  
Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives  
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le 6 juin 2024  
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 24 septembre 2024  
Principe adopté le **3 octobre 2024**, et  
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

- 11)** Projet de loi n° 82  
Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions  
Présenté par le ministre de la Cybersécurité et du Numérique le 21 novembre 2024  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 janvier 2025  
Principe adopté le **4 février 2025**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 12)** Projet de loi n° 92  
Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier  
Présenté par le ministre des Finances le 8 avril 2025  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 21 mai 2025  
Principe adopté le **22 mai 2025**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 13)** Projet de loi n° 95  
Loi favorisant l'équité dans l'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés dispensés par les titulaires de permis  
Présenté par la ministre de la Famille le 27 mars 2025  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 20 mai 2025  
Principe adopté le **20 mai 2025**, et  
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 14)** Projet de loi n° 98  
Loi modifiant la Loi électorale principalement afin de préserver l'intégrité du processus électoral  
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques le 3 avril 2025  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 avril 2025  
Principe adopté le **20 mai 2025**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

- 15) Projet de loi n° 99  
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées lors du point sur la situation économique et financière du Québec du 21 novembre 2024 et du discours sur le budget du 25 mars 2025 ainsi qu'à certaines autres mesures  
Présenté par le ministre des Finances le 8 mai 2025  
Principe adopté le **21 mai 2025**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques

*Prise en considération de rapports de commissions*

- 16) Projet de loi n° 89  
Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out  
Présenté par le ministre du Travail le 19 février 2025  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 25 mars 2025  
Principe adopté le 3 avril 2025  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **22 mai 2025**

*Adoption*

- 17) Projet de loi n° 81  
Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement  
Présenté par le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs le 20 novembre 2024  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 4 février 2025  
Principe adopté le 11 février 2025  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement adopté le 21 mai 2025  
Vote reporté le **22 mai 2025**
- 18) Projet de loi n° 84  
Loi sur l'intégration à la nation québécoise (*titre modifié*)  
Présenté par le ministre de la Langue française le 30 janvier 2025  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 19 mars 2025  
Principe adopté le 19 mars 2025  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens adopté le **22 mai 2025**

## II. Projets de loi publics au nom des députés

### *Adoption du principe*

- 19) Projet de loi n° 190  
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1<sup>er</sup> décembre 2022**
- 20) Projet de loi n° 191  
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent  
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**
- 21) Projet de loi n° 192  
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles  
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 22) Projet de loi n° 193  
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental  
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1<sup>er</sup> février 2023**
- 23) Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens  
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**
- 24) Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde  
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 25) Projet de loi n° 197  
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux  
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**

- 26) Projet de loi n° 198  
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires âgés contre les reprises de logement ou les évictions  
Présenté par la députée de Sherbrooke le 21 février 2023  
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Vimont le **28 mars 2024**
- 27) Projet de loi n° 199  
Loi visant une meilleure protection du consommateur contre les contrats de crédit abusifs  
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **23 février 2023**
- 28) Projet de loi n° 390  
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire  
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 29) Projet de loi n° 391  
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier  
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 30) Projet de loi n° 392  
Loi concernant la suspension de la délivrance de nouveaux claims miniers et mettant fin à la prééminence des droits miniers et gaziers sur les autres usages du territoire  
Présenté par la députée de Verdun le **18 avril 2023**
- 31) Projet de loi n° 393  
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire  
Présenté par la députée de Verdun le **6 avril 2023**
- 32) Projet de loi n° 394  
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**

- 33) Projet de loi n° 396  
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d’y prévoir l’atteinte d’une capitalisation de 100 milliards de dollars  
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 34) Projet de loi n° 397  
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d’enseignement dispensant des services de l’éducation préscolaire, d’enseignement au primaire ou d’enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes  
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 35) Projet de loi n° 398  
Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d’adaptation ou d’apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l’école  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 36) Projet de loi n° 399  
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d’obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte  
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 37) Projet de loi n° 490  
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l’Assemblée nationale  
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 38) Projet de loi n° 491  
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat  
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 39) Projet de loi n° 492  
Loi visant à lutter contre le gaspillage  
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **18 avril 2023**

- 40) Projet de loi n° 493  
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration  
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 41) Projet de loi n° 494  
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 42) Projet de loi n° 495  
Loi visant à lutter contre l'accaparement des terres agricoles  
Présenté par la députée de Verdun le 26 septembre 2023  
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jonquière le **31 janvier 2024**
- 43) Projet de loi n° 496  
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec  
Présenté par la députée d'Argenteuil le **9 juin 2023**
- 44) Projet de loi n° 499  
Loi établissant un nouveau mode de scrutin  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **5 octobre 2023**
- 45) Projet de loi n° 591  
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives  
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 46) Projet de loi n° 593  
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée  
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 47) Projet de loi n° 596  
Loi modifiant principalement la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de permettre aux municipalités d'adopter un règlement relatif au zonage différencié visant à accroître et à pérenniser l'offre de logements sociaux ou abordables  
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 octobre 2023**

- 48) Projet de loi n° 597  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement  
Présenté par la députée de Verdun le **1<sup>er</sup> février 2024**
- 49) Projet de loi n° 599  
Loi modifiant principalement la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d'abolir la réduction de la rente de retraite de la personne qui bénéficie d'une rente d'invalidité entre 60 ans et 65 ans  
Présenté par le député de Maurice-Richard le **20 février 2024**
- 50) Projet de loi n° 690  
Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de corriger une iniquité envers les retraités invalides  
Présenté par la députée de La Pinière le 23 novembre 2023  
Reprise du débat ajourné le **7 décembre 2023**
- 51) Projet de loi n° 691  
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **7 décembre 2023**
- 52) Projet de loi n° 693  
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale  
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 53) Projet de loi n° 694  
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant  
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 54) Projet de loi n° 695  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 55) Projet de loi n° 697  
Loi visant à lutter contre le gaspillage  
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**

- 56) Projet de loi n° 699  
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d’y consacrer le droit à un logement décent  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 57) Projet de loi n° 790  
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l’application du Règlement concernant les modalités d’utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d’hébergement et de soins de longue durée  
Présenté par la députée de D’Arcy-McGee le **22 mai 2024**
- 58) Projet de loi n° 791  
Loi permettant à des organismes publics de transport en commun de développer des projets immobiliers aux abords ou au-dessus de leurs infrastructures de transport en commun  
Présenté par le député de Nelligan le **1<sup>er</sup> mai 2024**
- 59) Projet de loi n° 792  
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**
- 60) Projet de loi n° 793  
Loi sur le processus de publication des documents issus de l’enquête menée par Bernard Grenier au sujet des activités d’Option Canada à l’occasion du référendum tenu au Québec en octobre 1995  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **27 novembre 2024**
- 61) Projet de loi n° 794  
Loi déclarant l’engagement du Québec d’atteindre la carboneutralité d’ici 2050  
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**
- 62) Projet de loi n° 796  
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d’Arthabaska par celui d’« Arthabaska-L’Érable »  
Présenté par le député d’Arthabaska le **30 mai 2024**

- 63)** Projet de loi n° 892  
Loi visant à interdire l’offre de services de consommation supervisée à proximité d’un service de garde éducatif à l’enfance en installation ou d’un établissement d’enseignement offrant une formation de niveau préscolaire, primaire ou secondaire  
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **27 novembre 2024**
- 64)** Projet de loi n° 893  
Loi sur le maintien de l’autonomie des personnes âgées  
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **3 décembre 2024**
- 65)** Projet de loi n° 894  
Loi visant à étendre l’admissibilité au régime d’assurance maladie et au régime général d’assurance médicaments à toutes les femmes ou à toutes les personnes enceintes vivant au Québec sans égard à leur statut migratoire  
Présenté par le député de Saint-Henri–Sainte-Anne le **4 décembre 2024**
- 66)** Projet de loi n° 895  
Loi établissant un réseau scolaire commun afin de garantir l’égalité des chances  
Présenté par la députée de Mercier le **19 février 2025**
- 67)** Projet de loi n° 896  
Loi visant à indemniser les municipalités locales lors de la cession de terrains destinés à la construction ou à l’agrandissement d’écoles  
Présenté par la députée de Sherbrooke le **13 février 2025**
- 68)** Projet de loi n° 897  
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de prévoir la délivrance obligatoire d’un avis de paiement au propriétaire d’un véhicule routier immatriculé ou au titulaire de certains permis  
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2025**
- 69)** Projet de loi n° 898  
Loi visant à renforcer l’encadrement des augmentations de loyer d’un bail de logement  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **3 avril 2025**
- 70)** Projet de loi n° 899  
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin d’obliger la Société de l’assurance automobile du Québec à conclure des ententes avec des ministères ou organismes en vue de l’application de certaines lois  
Présenté par le député de Nelligan le **3 avril 2025**

- 71) Projet de loi n° 990  
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'encadrer l'exercice du télétravail  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **1<sup>er</sup> mai 2025**
- 72) Projet de loi n° 992  
Loi visant à créer un comité chargé de formuler des recommandations sur les critères de fixation ou de réajustement de loyer  
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 avril 2025**
- 73) Projet de loi n° 993  
Loi modifiant le Code du travail afin d'assurer des pratiques syndicales transparentes et démocratiques  
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **30 avril 2025**
- 74) Projet de loi n° 994  
Loi favorisant la santé sexuelle et reproductive par un accès amélioré à la contraception  
Présenté par la députée de Mercier le **7 mai 2025**
- 75) Projet de loi n° 995  
Loi visant à établir un cadre de surveillance et de régulation des polluants éternels  
Présenté par la députée des Mille-Îles le **22 mai 2025**

*Étude détaillée en commission*

- 76) Projet de loi n° 194  
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès  
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023  
Principe adopté le **9 juin 2023**, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 77) Projet de loi n° 395  
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Matane-Matapédia par Matane-Matapédia-Mitis  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le 11 avril 2024  
Principe adopté le **21 mai 2025**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

- 78)** Projet de loi n° 795  
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Laporte par celui de « Pierre-Laporte »  
Présenté par la députée de Laporte le 8 mai 2025  
Principe adopté le **21 mai 2025**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 79)** Projet de loi n° 797  
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Rivière-du-Loup–Témiscouata par celui de « Rivière-du-Loup–Témiscouata–Les Basques »  
Présenté par la députée de Rivière-du-Loup–Témiscouata le 7 mai 2025  
Principe adopté le **21 mai 2025**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 80)** Projet de loi n° 890  
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Vimont par celui de « Vimont-Auteuil »  
Présenté par la députée de Vimont le 8 mai 2025  
Principe adopté le **21 mai 2025**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 81)** Projet de loi n° 996  
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d’Arthabaska par celui d’« Arthabaska-L’Érable »  
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le 8 mai 2025  
Principe adopté le **21 mai 2025**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### **III. Projets de loi d’intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

- 82)** Projet de loi n° 201  
Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights  
Présenté par la députée d’Argenteuil le **20 avril 2023**, et  
Renvoyé à la Commission de l’aménagement du territoire

- 83) Projet de loi n° 203  
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **19 avril 2023**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 84) Projet de loi n° 215  
Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvère  
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **1<sup>er</sup> avril 2025**, et  
Renvoyé à la Commission de l’aménagement du territoire
- 85) Projet de loi n° 216  
Loi concernant la Ville de Longueuil  
Présenté par la députée de Laporte le **1<sup>er</sup> avril 2025**, et  
Renvoyé à la Commission de l’aménagement du territoire
- 86) Projet de loi n° 217  
Loi visant à octroyer certains pouvoirs temporaires à la Ville de Rivière-du-Loup  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **7 mai 2025**, et  
Renvoyé à la Commission de l’aménagement du territoire
- 87) Projet de loi n° 219  
Loi concernant la dissolution de l’Agence de développement de Ferme-Neuve  
Présenté par la députée de Labelle le **6 mai 2025**, et  
Renvoyé à la Commission de l’aménagement du territoire
- 88) Projet de loi n° 220  
Loi concernant Joseph Paul-Émile Daniel Michel Marcil  
Présenté par le député de Camille-Laurin le **20 mai 2025**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

*Adoption du principe*

*Adoption*

**IV. Motions du gouvernement**

**V. Crédits budgétaires**

**VI. Débats statutaires**

**AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L’OPPOSITION**

Partie 3  
**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**  
*(Projets de loi non sanctionnés)*

## Partie 4

### TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.*

#### COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Enquête découlant de la motion présentée par le leader parlementaire de l'opposition officielle et député de Nelligan en vertu des articles 315 à 321 du Règlement portant sur l'omission du dépôt dans les délais prescrits du Rapport annuel de gestion 2023 de la Société de l'assurance automobile du Québec.

#### COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

##### **Mandats réglementaires**

- Audition du Centre d'acquisitions gouvernementales sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Acquisitions regroupées gouvernementales ».
- Audition du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur le chapitre 3 du rapport d'avril 2024 de la commissaire au développement durable intitulé « Protection du territoire agricole ».
- Audition du ministère de l'Éducation du Québec, du Centre de services scolaire de l'Énergie, du Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois, du Centre de services scolaire du Fer, de la Commission scolaire Central Québec et de la Commission scolaire New Frontiers sur le chapitre 4 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Réussite éducative des élèves autochtones ».
- Audition du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports et de la Mobilité durable sur le chapitre 4 du rapport d'avril 2024 de la commissaire au développement durable intitulé « Fonds d'électrification et de changements climatiques ».

- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l’Estrie-CHUS et de l’Ouest-de-l’Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d’urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d’hébergement et de la main-d’œuvre indépendante ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.

### COMMISSION DE L’AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L’ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

#### Mandats de l’Assemblée

##### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 69**, Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 3 octobre 2024).

### COMMISSION DE L’AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

#### Mandats de l’Assemblée

##### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 97**, Loi visant principalement à moderniser le régime forestier (mandat confié le 21 mai 2025).

##### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights (mandat confié le 20 avril 2023).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvère (mandat confié le 1<sup>er</sup> avril 2025).
- **Projet de loi n° 216**, Loi concernant la Ville de Longueuil (mandat confié le 1<sup>er</sup> avril 2025).
- **Projet de loi n° 217**, Loi visant à octroyer certains pouvoirs temporaires à la Ville de Rivière-du-Loup (mandat confié le 7 mai 2025).
- **Projet de loi n° 219**, Loi concernant la dissolution de l’Agence de développement de Ferme-Neuve (mandat confié le 6 mai 2025).

## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### Mandats de l'Assemblée

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 100**, Loi sur la négociation et la détermination des conditions de travail requérant une coordination nationale notamment dans les secteurs public et parapublic (mandat confié le 20 mai 2025).

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 82**, Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 4 février 2025).
- **Projet de loi n° 92**, Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier (mandat confié le 22 mai 2025).
- **Projet de loi n° 99**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées lors du point sur la situation économique et financière du Québec du 21 novembre 2024 et du discours sur le budget du 25 mars 2025 ainsi qu'à certaines autres mesures (mandat confié le 21 mai 2025).

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### Mandats de l'Assemblée

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 98**, Loi modifiant la Loi électorale principalement afin de préserver l'intégrité du processus électoral (mandat confié le 20 mai 2025).
- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 19 avril 2023).
- **Projet de loi n° 220**, Loi concernant Joseph Paul-Émile Daniel Michel Marcil (mandat confié le 20 mai 2025).
- **Projet de loi n° 395**, Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Matane-Matapédia par Matane-Matapédia-Mitis (mandat confié le 21 mai 2025).
- **Projet de loi n° 795**, Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Laporte par celui de « Pierre-Laporte » (mandat confié le 21 mai 2025).

- **Projet de loi n° 797**, Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Rivière-du-Loup–Témiscouata par celui de « Rivière-du-Loup–Témiscouata–Les Basques » (mandat confié le 21 mai 2025).
- **Projet de loi n° 890**, Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Vimont par celui de « Vimont-Auteuil » (mandat confié le 21 mai 2025).
- **Projet de loi n° 996**, Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d’Arthabaska par celui d’« Arthabaska-L’Érable » (mandat confié le 21 mai 2025).

### COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

#### Mandats de l’Assemblée

##### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 95**, Loi favorisant l’équité dans l’accès aux services de garde éducatifs à l’enfance subventionnés dispensés par les titulaires de permis (mandat confié le 20 mai 2025).

### COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

#### Mandats de l’Assemblée

##### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 106**, Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l’imputabilité des médecins quant à l’amélioration de l’accès aux services médicaux (mandat confié le 20 mai 2025).

##### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d’organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 9 juin 2023).

### COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L’ENVIRONNEMENT

### COMMISSION SPÉCIALE SUR LES IMPACTS DES ÉCRANS ET DES RÉSEAUX SOCIAUX SUR LA SANTÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES

##### Consultations particulières :

- Les impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes.

Partie 5

**QUESTIONS ÉCRITES**

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au feuillet du mercredi*

302) M. Fortin (Pontiac) – **27 mai 2025**  
Au ministre de la Santé

Au Québec, le parcours de soins pharmaceutiques représente un enjeu névralgique pour la sécurité des patients et l'efficacité des traitements médicamenteux. Ce parcours comprend toutes les interventions des pharmaciens – en pharmacie communautaire, en GMF, ou en milieu hospitalier, liées à l'optimisation de la pharmacothérapie à chaque étape du cheminement du patient dans le réseau.

Pourtant, un rapport récent publié par un comité intraprofessionnel en pharmacie, réunissant les principales organisations du secteur, met en lumière de graves lacunes structurelles qui nuisent à la continuité des soins. On y dénonce notamment l'absence de coordination entre les différents milieux de pratique, des outils informatiques inadéquats et peu interopérables, ainsi que le manque de soutien institutionnel pour structurer l'organisation régionale des services pharmaceutiques.

Les données scientifiques sont alarmantes :

- Plus de 60 % des patients hospitalisés voient au moins trois de leurs médicaments modifiés.
- 20 % des patients subissent des événements indésirables liés aux médicaments post-hospitalisation.
- Jusqu'à 21 % des réadmissions seraient dues à des problèmes pharmacologiques, dont 69 % évitables.
- La non-adhésion au traitement augmente de près de 20 % le risque de réhospitalisation chez les 55 ans et plus.

Ces constats soulèvent des préoccupations majeures en matière de sécurité des soins, mais aussi de performance du système, notamment en ce qui concerne les hospitalisations évitables. Or, les comités territoriaux sur les services pharmaceutiques, créés dans le cadre de la récente réforme, devraient permettre de corriger ces failles. Mandatés pour recommander une organisation cohérente des soins pharmaceutiques à l'échelle régionale, ces comités peinent toutefois à remplir leur mission, faute de financement, d'encadrement et de soutien opérationnel de la part du ministère et de Santé Québec.

Parallèlement, le virage numérique en santé se poursuit, mais sans que les pharmacies communautaires soient systématiquement intégrées aux plateformes de communication clinique. Cette situation compromet la fluidité de l'information entre les milieux de soins, en particulier lors des congés hospitaliers ou des transitions complexes, et empêche les pharmaciens de jouer pleinement leur rôle dans la prévention des erreurs et la surveillance thérapeutique.

Dans un réseau de santé qui aspire à la cohérence et à l'efficacité, il est préoccupant de constater que le parcours de soins pharmaceutiques, pourtant reconnu comme essentiel, demeure aussi peu soutenu par des mesures structurantes.

Le ministre de la Santé peut-il expliquer pourquoi, malgré les risques bien documentés associés aux transitions médicamenteuses et les recommandations claires du comité intraprofessionnel en pharmacie, aucun financement dédié ni mesure technologique concrète n'a été prévue pour permettre aux comités territoriaux d'encadrer efficacement le parcours de soins pharmaceutiques ni pour intégrer pleinement les pharmacies communautaires aux outils numériques cliniques du réseau?

303) M. Fortin (Pontiac) – **27 mai 2025**  
Au ministre de la Santé

Le cancer du sein est la forme de cancer la plus fréquente chez les femmes québécoises. Pourtant, malgré les avancées scientifiques majeures dans le domaine du dépistage, le Programme québécois de dépistage du cancer du sein continue de reposer uniquement sur un critère d'âge (50 à 74 ans), comme si toutes les femmes de cette tranche présentaient un risque équivalent – ce qui est contredit par la littérature scientifique. Pendant ce temps, près de 16 % des cancers du sein sont diagnostiqués chez des femmes de moins de 50 ans, une proportion qui tend à augmenter. Selon une étude récente de l'Université d'Ottawa, l'incidence du cancer du sein a bondi de 45,5 % chez les femmes dans la vingtaine en trois décennies.

Le Québec reste sourd à cette évolution alors que d'autres juridictions mettent déjà en place des approches de dépistage personnalisé fondées sur le profil de risque réel des patientes. Le projet PERSPECTIVE, qui combine test salivaire et questionnaire, permet une stratification du risque efficace et accessible, ouvrant la voie à une véritable révolution du dépistage. Maintenir une approche unique fondée sur l'âge revient à nier la science, à manquer une occasion de sauver des vies, et à continuer de faire du Québec une juridiction à la traîne.

Comment le ministre justifie-t-il le maintien, en 2025, d'un programme de dépistage du cancer du sein fondé uniquement sur l'âge, une approche dépassée scientifiquement alors que des outils éprouvés comme le projet PERSPECTIVE permettent désormais un dépistage fondé sur le risque réel de chaque femme? Le ministre peut-il expliquer pourquoi le Québec tarde à moderniser son approche malgré une hausse inquiétante de l'incidence chez les femmes de moins de 50 ans, et s'il entend corriger ce retard, selon quel échéancier?

304) M. Fortin (Pontiac) – **27 mai 2025**  
Au ministre de la Santé

Considérant que le ministère de la Santé et des Services sociaux conclut chaque année des ententes d'inscription avec les fabricants pharmaceutiques, lesquelles ont généré plus de 1 milliard de dollars au 31 mars 2024, dont 496,6 millions pour les médicaments utilisés en établissement, le ministre peut-il expliquer pourquoi l'accès à ces traitements demeure inégal d'une région à l'autre?

Des informations préoccupantes laissent croire que certains établissements hospitaliers continuent de prendre leurs décisions d'achat de médicaments onéreux – notamment en oncologie – sur la base du prix catalogue, sans tenir compte des prix négociés par le gouvernement. Cette situation compromet les économies prévues, crée des iniquités géographiques et contraint certains patients à se déplacer vers d'autres établissements pour obtenir les traitements recommandés, pourtant inscrits sur la Liste des médicaments fournis en établissement.

Par ailleurs, malgré l'évaluation scientifique de l'INESSS, la négociation pancanadienne par l'APP et l'inscription officielle de ces médicaments par le ministre, plusieurs établissements procèdent à leur propre évaluation interne, ce qui entraîne un dédoublement inutile du travail des pharmaciens hospitaliers dans un contexte déjà marqué par la pénurie de main-d'œuvre.

Le ministre peut-il donc indiquer :

1. Quelles mesures concrètes seront mises en place pour assurer une application uniforme des ententes d'inscription dans tous les établissements du réseau de la santé?
2. Quelles actions sont envisagées pour harmoniser les règles budgétaires afin d'éviter que les établissements freinent l'accès à des traitements déjà autorisés?

3. Si une directive ministérielle sera émise pour mettre fin à la pratique de réévaluation locale des médicaments déjà approuvés, afin de libérer les pharmaciens de tâches administratives redondantes et leur permettre de se concentrer sur leur rôle clinique?

305) M. Fortin (Pontiac) – **27 mai 2025**

Au ministre de la Santé

Le Canada s'est engagé en 2016 à éliminer l'hépatite C comme menace à la santé publique d'ici 2030, conformément à la stratégie de l'Organisation mondiale de la santé. Pourtant, le Québec accuse un retard préoccupant : selon un article publié dans le *Canadian Liver Journal* et confirmé très récemment dans un rapport d'Action hépatites Canada, il fait partie des trois provinces canadiennes les plus en retard, aux côtés de l'Ontario et du Manitoba, et ne serait en mesure d'atteindre les cibles qu'en 2037, soit sept ans après l'échéance nationale.

Plusieurs facteurs expliquent ce retard : une trajectoire de soins fragmentée, un accès inégal au dépistage selon les régions, une absence d'intégration des tests de dépistage rapide homologués par Santé Canada, et surtout, aucune stratégie provinciale d'élimination formelle et financée. Résultat : des milliers de Québécois porteurs du virus ignorent leur statut ou ne complètent jamais leur parcours de soins. À ce jour, moins d'un tiers des personnes diagnostiquées au Québec ont complété leur traitement avec succès. Cette situation représente non seulement un échec de santé publique, mais engendre également des coûts évitables liés aux complications hépatiques avancées.

Par contraste, des provinces comme l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador sont en voie d'atteindre leurs cibles dès 2025, grâce à des plans clairs, à l'accessibilité des tests rapides et à un soutien accru aux organismes communautaires.

Le ministre de la Santé et des Services sociaux peut-il expliquer pourquoi le Québec accuse un tel retard dans l'atteinte des cibles d'élimination de l'hépatite C fixées par l'OMS et endossées par le Canada, et peut-il indiquer s'il entend :

1. Déposer un plan provincial structuré, assorti de cibles mesurables et d'une reddition de comptes annuelle;
2. Inscrire sans délai les tests rapides de dépistage du VHC au Répertoire québécois des procédures de biologie médicale;
3. Bonifier de façon prévisible le soutien aux groupes communautaires œuvrant auprès des populations les plus à risque?

306) M. Fortin (Pontiac) – **27 mai 2025**  
Au ministre de la Santé

Malgré le fait que le cancer colorectal soit la deuxième cause de décès par cancer au Québec, le taux de participation au dépistage demeure nettement sous la cible. En 2021, seulement 31,6 % des personnes admissibles ont effectué le test RSOSi, comparativement à 38,2 % en 2019. Cette performance est inférieure aux cibles internationales (souvent fixées à 60 % ou plus), ainsi qu'à la moyenne canadienne. Le MSSS s'est engagé à atteindre 44 % d'ici 2027, sans toutefois détailler les leviers concrets qui seront déployés pour y parvenir.

De plus, malgré plusieurs années de mise en œuvre du Programme québécois de dépistage du cancer colorectal (PQDCCR), celui-ci repose toujours essentiellement sur un dépistage opportuniste, c'est-à-dire initié lors d'un contact avec un professionnel de la santé. Or, l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS) recommande déjà depuis plusieurs années la mise en place d'un programme structuré avec invitation systématique des personnes à risque moyen, comme cela se fait dans plusieurs autres juridictions.

Le ministre de la Santé peut-il préciser quelles sont les mesures concrètes que son ministère entend mettre en œuvre d'ici 2027 pour atteindre la cible de 44 % de participation au dépistage du cancer colorectal chez les personnes âgées de 50 à 74 ans, et expliquer pourquoi le Québec accuse encore un retard important par rapport aux autres provinces canadiennes et aux cibles internationales, malgré les recommandations répétées de l'INESSS?

Peut-il également expliquer pourquoi, après plusieurs années de mise en œuvre du PQDCCR, le programme repose toujours essentiellement sur un dépistage opportuniste plutôt que sur un programme structuré avec envoi d'invitations systématiques à la population cible?

307) M. Fortin (Pontiac) – **27 mai 2025**  
Au ministre de la Santé

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle reconnu comme la deuxième cause de cancer du poumon au Québec, après le tabac. Il est inodore, incolore et peut s'accumuler dans les bâtiments, notamment les sous-sols, exposant ainsi des milliers de Québécois à un risque sanitaire important. Malgré cela, la surveillance de sa présence dans les bâtiments résidentiels et publics demeure partielle, tout comme les campagnes de sensibilisation auprès de la population.

Le Plan d'action 2024-2026 du Programme québécois de cancérologie identifie pourtant le radon comme un facteur de risque sur lequel agir. Il prévoit notamment deux cibles précises à cet égard : 1) la révision de la page Québec.ca sur le radon en lien avec celle sur le cancer, et 2) l'élaboration de stratégies conjointes de sensibilisation destinées aux personnes atteintes de cancer du poumon et à leurs proches. Or, aucune subvention n'a été versée en 2024-2025 à l'Association pulmonaire du Québec, qui œuvre activement à la cartographie du radon et à la sensibilisation des citoyens. De plus, aucune prévision budgétaire ne semble prévue pour 2025-2026, alors même que les actions du Plan doivent se poursuivre jusqu'en 2026.

Le ministre de la Santé peut-il indiquer les sommes versées en 2024-2025, et celles prévues en 2025-2026, pour soutenir la mise en œuvre des actions liées au radon dans le cadre du Plan d'action 2024-2026 du Programme québécois de cancérologie? Plus précisément, peut-il préciser :

1. Les sommes accordées aux organismes partenaires, dont l'Association pulmonaire du Québec, pour des activités de sensibilisation, de formation ou de cartographie?
2. Les initiatives prévues pour favoriser la détection du radon dans les résidences à risque, notamment dans les régions où la concentration est historiquement élevée?
3. Les mesures concrètes envisagées pour soutenir la mitigation du radon dans les bâtiments touchés, notamment pour les ménages à faible revenu ou les milieux communautaires?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**Projets de loi publics au nom des députés**

- a) 22 mai 2025  
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat – *député de l'Acadie*

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

- aa) Loi modifiant la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles afin de moderniser son offre de services financiers et de reconnaître le domaine de la créativité numérique – *ministre de la Culture et des Communications*